

Les interventions en éducation musicale dans les écoles

Charte des musiciens intervenants

Mise à jour Juin 2015

SOMMAIRE DU DOSSIER

1. Les conditions d'intervention
2. Le rôle de l'enseignant
3. Le projet pédagogique
4. Les compétences du musicien intervenant
5. Documents annexes (Fiche projet , demande d'agrément)

Textes de références

- Participation d'intervenants extérieurs aux activités d'enseignement dans les écoles maternelles et élémentaires : circulaire n° 92-196 du 3 juillet 1992
http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2009/04/cir_1116.pdf
- Le développement de l'éducation artistique et culturelle : circulaire n° 2008-059 du 29 avril 2008 - BO n° 19 du 8 mai 2008

<http://www.education.gouv.fr/bo/2008/19/MENE0800388C.htm>

- Le chant choral à l'école, au collège et au lycée : circulaire n° 2011-155 du 21 septembre 2011

http://www.education.gouv.fr/pid25535/bulletin_officiel.html?cid_bo=57498

- Le développement des pratiques orchestrales à l'école et au collège : circulaire n° 2012-010 du 11 janvier 2012

http://www.education.gouv.fr/pid25535/bulletin_officiel.html?cid_bo=58990

- Le parcours d'éducation artistique et culturelle : BO du 9 mai 2013

<http://www.education.gouv.fr/cid71774/au-bo-du-9-mai-2013-parcours-d-education-artistique-et-culturelle-journee-nationale-du-sport-scolaire-et-baccalaureat.html>

http://cache.media.education.gouv.fr/file/CSP/16/2/Projet_de_referentiel_pour_le_parcours_d_education_artistique_et_culturelle_379162.pdf

Dans le contexte nouveau de la réforme des rythmes scolaires et de la démarche partenariale des PEDT, les musiciens intervenants ont toute leur place.

1. Les conditions d'intervention de musiciens dans les écoles :

Elles sont précisées par le texte de référence du 3 juillet 1992 (voir ci-dessus)

Pour intervenir régulièrement dans une école, le musicien intervenant doit être titulaire d'un diplôme reconnu par la DRAC (en musique CA, DE ou DUMI) et doit obligatoirement posséder un agrément. Cet

agrément est délivré par le DASEN qui permet les interventions dans les écoles en éducation musicale pendant le temps scolaire.

Cette autorisation est :

- **Obligatoire**
- **Temporaire** (valable pour les projets déclarés sur une année scolaire)
- **Départementale** (valable dans les écoles du département du Loiret)
- **Exclusive** (elle exclut les interventions régulières en école maternelle)
- **Spécifique** car délivrée pour des interventions en éducation musicale dont le musicien intervenant est spécialiste (excluant la danse, les activités d'expression corporelle qui relèvent de l'EPS)
- **Limitée** : les séances avec les élèves sont limitées **à 30 minutes au CP et CE1 et 45 minutes au CE2, CM1 et CM2.**

Cependant, il est souhaitable que l'attribution horaire de l'intervenant soit de 45 mn par classe, afin d'avoir réellement un face-à-face pédagogique de 30 mn au CP et au CE1 (les 15 mn de battement, permettent l'installation du matériel et des élèves.)

Le volume d'intervention est à répartir dans les classes, en fonction des attributions horaires de l'intervenant, des projets des enseignants et du parcours artistique de l'élève, défini dans le volet artistique et culturel du projet d'école.

Cette autorisation atteste

D'une qualification : seuls sont reconnus les musiciens titulaires du Diplôme Universitaire de Musicien Intervenant. Cependant, les intervenants en place et déjà agréés sont autorisés à poursuivre leurs activités, dans les conditions spécifiées ci-dessus.

De compétences : qui sont vérifiées régulièrement lors des visites d'IEN ou de CPEM

Toute intervention doit préalablement faire l'objet d'un projet pédagogique de l'enseignant qui a la responsabilité des activités mises en place dans la classe.

Le renouvellement de l'agrément est obligatoire. Il se fait au début de chaque nouvelle année scolaire. L'intervenant transmet cette demande de renouvellement aux CPEM, qui, après signature, le transmettent aux IEN de circonscriptions.

Le suivi des intervenants est assuré par les CPEM, sous forme de visites en classe tous les 4 ans. Le renouvellement de l'agrément n'est pas une simple mesure administrative, mais garantit les compétences de l'intervenant.

Nota bene : quand l'intervenant est en congé (maladie, maternité ou autre), il n'y a pas d'obligation à le remplacer. Toutefois, s'il doit être effectué, le remplacement devra être assuré par un intervenant agréé.

2. Le rôle de l'enseignant

« La responsabilité pédagogique de l'organisation des activités scolaires, incombe à l'enseignant titulaire de la classe ou à celui de ses collègues nommément désigné dans le cadre d'un échange de services ou d'un remplacement. Il en assure la mise en œuvre par sa participation et sa présence effective. » BO N° 29 du 16 juillet 1992

La responsabilité de l'enseignant recouvre le niveau didactique et le niveau pédagogique. C'est par un projet construit et concerté, rédigé en amont des interventions, que les activités pourront ensuite être mises en œuvres auprès des élèves. Pour assurer la continuité pédagogique, la présence de l'enseignant est obligatoire, sa participation est indispensable et valorise le projet aux yeux des élèves. Le travail en demi-groupe est autorisé uniquement dans le cadre d'activités de création, et à condition que l'enseignant en charge de l'autre demi-groupe, travaille également sur ce projet en éducation musicale. L'organisation habituelle est le fonctionnement en groupe classe.

Des temps de concertation réguliers sont indispensables au bon fonctionnement des projets et doivent être organisés lors des conseils des maîtres. Ils permettent des échanges entre les enseignants et l'intervenant, et donnent la possibilité de réguler, programmer, organiser, évaluer les actions de chaque partenaire.

L'organisation des séances dans l'emploi du temps est prévue en début d'année, en concertation entre l'intervenant et l'enseignant. Les interventions peuvent être programmées à l'année, au semestre, une semaine sur deux ou par trimestre selon les horaires d'intervention attribués à chaque école.

3. Le projet pédagogique

Il est rédigé par les enseignants en concertation avec l'intervenant (lorsque cela est possible) et doit être en cohérence avec les priorités du projet d'école. Il est judicieux de favoriser les projets de cycle ou d'école afin de ne pas multiplier les thématiques abordées et de donner une cohérence au parcours artistique et culturel des élèves. Ce projet musical est inclus dans le volet artistique et culturel de l'avenant au projet d'école.

Les interventions musicales doivent également être pensées dans l'intérêt des élèves, et pour un réel équilibre dans leur parcours musical à l'école élémentaire.

Aucune intervention ne doit se faire sans l'élaboration préalable d'un projet pédagogique.

La réussite d'un projet impliquant plusieurs partenaires est conditionnée par :

- Une définition précise d'objectifs communs
- Une répartition des tâches réfléchie
- Une gestion organisée
- Des concertations ou échanges réguliers
- Un engagement personnel de chaque partenaire

4. Les compétences du musicien intervenant

Elles sont définies dans ce référentiel de compétences, élaborés par le conseil de formation des CFMI de France :

http://cfmi.formation.univ-lille3.fr/www/images/files/referentiel_competence.pdf

5. Documents annexes

Mise à jour juin 2015

« FICHE PROJET »



Projet de co-intervention avec un intervenant extérieur

Année scolaire 201 - 201

Ecole : maternelle élémentaire primaire Enseignant :

Classe : Nombre d'élèves concernés :

Intervenant extérieur rémunéré bénévole - NOM et prénom :

Date de l'agrément Education Nationale : Employeur :

PROJET PEDAGOGIQUE

Intitulé du projet

Domaine : EPS Arts visuels Education musicale Sciences Autre :..... Les élèves ont-ils déjà eu un apprentissage dans cette compétence les années précédentes ? Oui NonSi oui, à quel niveau ? Cycle 1 Cycle 2 Cycle 3**Choix des compétences visées et des points forts issus des programmes et du socle commun en lien avec le projet d'école :**

.....

.....

.....

Descriptif du projet :

.....

.....

.....

Evaluations prévues (préciser clairement les critères d'évaluation pour les élèves qui devront figurer dans le livret scolaire à destination des familles) :

.....

.....

.....

Préciser le rôle de l'enseignant :

.....

Préciser le rôle de l'intervenant :

.....

ORGANISATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA CO-INTERVENTION

Nombre de séances : Jour(s) : Horaires :

Date 1^{ère} séance : Date dernière séance :

Lieu :

Organisation prévue : (cocher l'option retenue)

Un seul groupe ; l'enseignant conduit la séance et l'intervenant apporte sa compétence technique

Deux groupes en un même lieu :

Partage de la classe en deux groupes sur la même activité

Partage de la classe en deux groupes sur deux activités différentes

Présence de l'intervenant une séance sur deux (séance avec PE seul préparée avec IE)

Deux groupes en des lieux différents, le maître ayant la charge d'un groupe

(Descriptif de l'organisation)

Conditions de sécurité :

- **Taux d'encadrement :** L'activité nécessite-t-elle un encadrement renforcé ? Oui Non

Si oui, se référer au taux d'encadrement en vigueur (*circulaire n°99-136 du 21/09/1999 BO HS n°7 du 23/09/1999*)

- Procédure à suivre pour l'**organisation des soins et des secours :**

téléphone fiches individuelles élèves trousse de secours

.....

.....

L'enseignant : date et signature

L'intervenant : date et signature

Avis du directeur : favorable défavorable

date et signature



Demande d'AGREMENT INTERVENANT EXTERIEUR REMUNERE

Année scolaire

Nouvel agrément

Renouvellement d'agrément

Joindre OBLIGATOIREMENT la copie de la carte professionnelle

EMPLOYEUR :

Adresse

Mail.....

Nom et fonction du représentant de l'employeur.....

Fait à, le..... Signature

INTERVENANT :

NOM :.....Prénom

Date et lieu de naissance :.....à.....

Adresse :.....

.....

Mail.....

Statut:.....Qualifications:.....

Assurance personnelle (responsabilité civile).....

Fait à, leSignature

NATURE de L'ACTIVITE :

Préciser pour :

- la natation :date de la dernière révision (joindre copie).....

- l'EPS, date du stage de formation de l'inspection d'académie :.....

- l'Education musicale, diplôme :.....

- Date du premier agrément:.....

COMMISSION D'AGREMENT (pour première demande)

AVIS de l'IEN et du conseiller pédagogique spécialisé (pour renouvellement)

Noms :...../.....

Avis :.....

Date de validité :.....

Fait à, leNoms et signatures

DECISION du Directeur académique des services de l'éducation nationale ou de son représentant :

Nom :.....

ACCORDE (pour les interventions déclarées en annexes)

REFUSE

Fait à, leNom et signature